

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
---------------------------	----------

## CHAPITRE 1

### LE CADRE EUROPÉEN DES FINANCES PUBLIQUES

<b>FICHE 1</b> Un approfondissement du pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne .....	12
<b>FICHE 2</b> Un nouveau pilotage des finances publiques en France depuis 2012.....	14
<b>FICHE 3</b> Le Haut conseil des finances publiques, garant du respect de la trajectoire de redressement des comptes publics .....	16
<b>FICHE 4</b> Un objectif d'équilibre des comptes publics face à des déficits pérennisés.....	18
<b>FICHE 5</b> Une soutenabilité des finances publiques françaises ? .....	20

## CHAPITRE 2

### LES PRINCIPES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES

<b>FICHE 6</b> Le principe d'annualité, gage de la périodicité des contrôles.....	26
<b>FICHE 7</b> Le principe de spécialité, gage de bon usage des crédits.....	28
<b>FICHE 8</b> Le principe d'universalité, gage d'exhaustivité des opérations.....	30
<b>FICHE 9</b> Le principe d'unité, gage d'une lisibilité des comptes .....	32
<b>FICHE 10</b> La sincérité, gage de l'application des autres principes.....	34

## CHAPITRE 3

### LA SÉPARATION DE L'ORDONNATEUR ET DU COMPTABLE

<b>FICHE 11</b> La responsabilité personnelle et pécuniaire, socle de l'exécution budgétaire.....	40
<b>FICHE 12</b> Une coopération renforcée entre ordonnateur et comptable.....	42
<b>FICHE 13</b> La DGFiP, acteur principal de l'exécution budgétaire .....	44
<b>FICHE 14</b> La Cour de discipline budgétaire et financière, un périmètre trop réduit ? .....	46
<b>FICHE 15</b> La gestion de fait, une menace peu employée ? .....	48

## CHAPITRE 4

### LE SYSTÈME FISCAL

<b>FICHE 16</b> L'égalité devant l'impôt, un idéal ? .....	54
<b>FICHE 17</b> Les niches fiscales et sociales, une illustration de l'interventionnisme d'État.....	56
<b>FICHE 18</b> Le contrôle fiscal, une nécessité pour garantir le civisme fiscal.....	58
<b>FICHE 19</b> Le contentieux fiscal, une mission pour deux juridictions .....	60
<b>FICHE 20</b> La lutte contre la fraude fiscale, une délicate coopération internationale .....	62

## CHAPITRE 5

### LES PRINCIPAUX IMPÔTS NATIONAUX

<b>FICHE 21</b> La fiscalité, un impact sur les comportements.....	68
<b>FICHE 22</b> L'impôt sur le revenu, une recherche de simplification .....	70

<b>FICHE 23</b> La TVA, un rendement élevé et un outil économique .....	72
<b>FICHE 24</b> La fiscalité des entreprises, un enjeu de compétitivité et de complexité .....	74
<b>FICHE 25</b> Les impôts sur le patrimoine, un symbole politique .....	76

## CHAPITRE 6

### LES PRINCIPALES RESSOURCES LOCALES

<b>FICHE 26</b> La révision des valeurs locatives des locaux professionnels, une recherche d'équité .....	82
<b>FICHE 27</b> La révision des valeurs locatives des locaux d'habitation, une application délicate.....	84
<b>FICHE 28</b> La fiscalité de la collecte et du traitement des déchets, un levier pour favoriser le recyclage .....	86
<b>FICHE 29</b> Le FCTVA, un outil pour soutenir l'investissement .....	88
<b>FICHE 30</b> La suppression de la TH, une volonté de simplification et d'équité .....	90

## CHAPITRE 7

### LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS

<b>FICHE 31</b> La maîtrise des transferts financiers de l'État.....	96
<b>FICHE 32</b> L'émergence d'une nouvelle gouvernance des finances publiques locales .....	98
<b>FICHE 33</b> Le renforcement de la péréquation.....	100
<b>FICHE 34</b> La difficile réforme de la dotation globale de fonctionnement.....	102
<b>FICHE 35</b> L'État, prescripteur de normes pour les collectivités .....	104

## CHAPITRE 8

### L'ÉLABORATION DE LA LOI DE FINANCES

<b>FICHE 36</b> Un budget élaboré dans une démarche pluriannuelle .....	112
<b>FICHE 37</b> Un contenu encadré par le législateur .....	114
<b>FICHE 38</b> Un calendrier contraint pour approuver la loi de finances.....	116
<b>FICHE 39</b> Une exclusivité des lois de finances garantie par le Conseil constitutionnel.....	118
<b>FICHE 40</b> Un budget fondé sur la performance pour mieux objectiver les arbitrages.....	120

## CHAPITRE 9

### L'EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES

<b>FICHE 41</b> Une destination des crédits orientée vers six missions.....	126
<b>FICHE 42</b> Une responsabilisation et une réorganisation des gestionnaires .....	128
<b>FICHE 43</b> Des modifications de crédits plus transparentes.....	130
<b>FICHE 44</b> Un pilotage des opérations de fin d'exercice amélioré.....	132
<b>FICHE 45</b> Une recherche de performance dans l'utilisation des crédits .....	134

## CHAPITRE 10

### L'ÉLABORATION D'UN BUDGET LOCAL

<b>FICHE 46</b> Un budget réparti en section et voté en équilibre.....	140
<b>FICHE 47</b> De l'arbitrage budgétaire à l'adoption du budget.....	142
<b>FICHE 48</b> Un renforcement de la transparence financière.....	144
<b>FICHE 49</b> Un rôle budgétaire des préfetures et des chambres régionales des comptes .....	146
<b>FICHE 50</b> Des dépenses obligatoires et des dépenses interdites.....	148

**L'EXÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX**

<b>FICHE 51</b> De la modification du budget à l'arrêt des comptes.....	154
<b>FICHE 52</b> Un pilotage approfondi de l'exécution budgétaire.....	156
<b>FICHE 53</b> Une gestion optimisée de la trésorerie.....	158
<b>FICHE 54</b> Une stratégie financière précisée.....	160
<b>FICHE 55</b> De l'ODEDEL à la loi de financement des collectivités locales.....	162

**L'ÉLABORATION DE LA LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

<b>FICHE 56</b> Un contenu plus précis de la loi de financement de la Sécurité sociale.....	168
<b>FICHE 57</b> Un renforcement de l'information du Parlement.....	170
<b>FICHE 58</b> Une élaboration et une approbation complexe de la loi de financement.....	172
<b>FICHE 59</b> La maîtrise des dépenses par l'objectif national des dépenses d'assurance maladie.....	174
<b>FICHE 60</b> Les ressources allouées à la Sécurité sociale.....	176

**LE BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE**

<b>FICHE 61</b> Une élaboration du budget fondée sur des compromis institutionnels.....	182
<b>FICHE 62</b> Des ressources plafonnées et venant des États.....	184
<b>FICHE 63</b> Des dépenses organisées par destination.....	186
<b>FICHE 64</b> Une exécution des dépenses partagée avec les États.....	188
<b>FICHE 65</b> Un contrôle interne et externe des finances européennes.....	190

**LES FINANCES PUBLIQUES ET L'ÉCONOMIE**

<b>FICHE 66</b> La commande publique, pour obtenir l'offre la mieux-disante et relancer l'économie.....	198
<b>FICHE 67</b> L'investissement public, pour développer le territoire et relancer l'économie.....	200
<b>FICHE 68</b> Les subventions et les garanties d'emprunt, pour soutenir les opérateurs économiques.....	202
<b>FICHE 69</b> Les entreprises publiques, pour contrôler certains secteurs d'activité.....	204
<b>FICHE 70</b> Les contrats de partenariat, pour externaliser le financement, la construction et l'exploitation d'un équipement.....	206

**LA MAÎTRISE DES DÉPENSES ET L'OPTIMISATION DES RECETTES PUBLIQUES**

<b>FICHE 71</b> Vers une stratégie des achats publics.....	212
<b>FICHE 72</b> Vers une valorisation du patrimoine public.....	214
<b>FICHE 73</b> Vers une stabilisation des dépenses de personnel.....	216
<b>FICHE 74</b> Vers une optimisation des recettes locales.....	218
<b>FICHE 75</b> Vers une externalisation des missions économiques?.....	220

## CHAPITRE 16

### LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE LES COLLECTIVITÉS

<b>FICHE 76</b> Des transferts entre collectivités et État évalués par la CCEC.....	226
<b>FICHE 77</b> Des transferts entre collectivités évalués par la CLECT.....	228
<b>FICHE 78</b> Des flux financiers nombreux au sein du bloc communal.....	230
<b>FICHE 79</b> Des mutualisations et des nouveaux outils de coopération.....	232
<b>FICHE 80</b> Des fusions imposées ou favorisées.....	234

## CHAPITRE 17

### LE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

<b>FICHE 81</b> Un financement de l'État assuré par l'agence France Trésor.....	240
<b>FICHE 82</b> Une gestion active de la dette de l'État?.....	242
<b>FICHE 83</b> Des emprunts encadrés et diversifiés pour les collectivités.....	244
<b>FICHE 84</b> Une extinction de la dette de la Sécurité sociale?.....	246
<b>FICHE 85</b> Les emprunts structurés, un risque maîtrisé?.....	248

## CHAPITRE 18

### LES NORMES COMPTABLES ET LA CERTIFICATION DES COMPTES

<b>FICHE 86</b> Les comptabilités de l'État, un renforcement de la transparence.....	254
<b>FICHE 87</b> La certification de la comptabilité générale de l'État.....	256
<b>FICHE 88</b> La certification des comptes des régimes de la Sécurité sociale.....	258
<b>FICHE 89</b> L'expérimentation de la certification des comptes des collectivités.....	260
<b>FICHE 90</b> La dématérialisation de la comptabilité.....	262

## CHAPITRE 19

### LE CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

<b>FICHE 91</b> Un renforcement du contrôle politique assuré par le Parlement.....	268
<b>FICHE 92</b> Des missions de la Cour des comptes élargies.....	270
<b>FICHE 93</b> Des missions nombreuses pour les chambres régionales et territoriales des comptes.....	272
<b>FICHE 94</b> Du contrôle interne au développement du contrôle de gestion.....	274
<b>FICHE 95</b> Un contrôle de la probité et des financements politiques.....	276

## CHAPITRE 20

### LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA FRANCE DE 2018 À 2022

<b>FICHE 96</b> Une amélioration durable de la situation financière des collectivités?.....	282
<b>FICHE 97</b> Un comblement du « trou de la Sécurité sociale »?.....	284
<b>FICHE 98</b> Un frein à la réduction du déficit de l'État?.....	286
<b>FICHE 99</b> Des engagements hors bilan de l'État mieux suivis?.....	288
<b>FICHE 100</b> Des opérateurs de l'État mieux encadrés?.....	290

<b>Lexique</b> .....	<b>293</b>
----------------------	------------

<b>Liste des abréviations</b> .....	<b>305</b>
-------------------------------------	------------

<b>Liste des textes juridiques</b> .....	<b>307</b>
--	------------